Arizona : la loi sur l'immigration «radoucie»

29/07/2010 à 9h34

Une juge fédérale de Phoenix (Arizona) a suspendu les points les plus controversés de la nouvelle loi sur l'immigration de cet état de l'Ouest américain à la demande de sept plaignants, dont l'administration Obama en première ligne dans ce dossier. Les opposants à cette loi mettatient en garde contre les « *délits de faciès et les discriminations*».

La juge fédérale de Phoenix Susan Bolton a estimé dans une décision rendue publique à la veille de l'entrée en vigueur de la loi que l'Etat fédéral avait «*de bonnes chances de l'emporter sur le fond*».

Dans un communiqué, la gouverneure républicaine de l'Arizona, Jan Brewer, qui a signé cette loi le 23 avril, a annoncé qu'elle allait faire appel.

Une des dispositions bloquées prévoyait qu'un policier puisse vérifier la légalité de la présence aux Etats-Unis d'une personne lorsque celle-ci a été arrêtée pour une infraction. En vertu de cet article, un policier pouvait demander ses papiers à une personne s'il existait «*un soupçon suffisant que cette personne est illégalement présente aux Etats-Unis*», une disposition assimilée par ses détracteurs au délit de faciès.

Les autres sections bloquées créaient de nouveaux délits pour n'avoir pas fait de demande de régularisation, n'avoir pas de papiers en règle, ou encore

La juge Bolton a estimé notamment que telle qu'elle était rédigée, la loi comportait «*un risque important que les*

policiers se mettent à arrêter des immigrés en situation régulière». Sa décision «*est une étape majeure qui va épargner aux habitants de l'Arizona les délits de faciès et les discriminations*», a déclaré dans un communiqué Anthony Romero, directeur de la puissante association américaine de défense des libertés civiles ACLU.

Un tiers des 6,6 millions d'habitants de l'Arizona ne sont pas nés aux Etats-Unis et environ 460.000, selon des estimations, sont en situation irrégulière. Les autorités de l'Arizona estiment être dépassées par le nombre d'illégaux qui augmentent, selon elles, le taux de délinquance et grèvent les ressources de l'Etat.

Libération